

1er octobre 1973

La Suisse et l'exécution de l'accord de Delhi.

Département politique. Proposition du 27 septembre 1973 (annexe).

Conformément à la proposition, le Conseil fédéral

d é c i d e :

1. Dans le but de faciliter et harmoniser les opérations de rapatriement et d'échange de personnes prévues par l'accord de Delhi du 28 août 1973, le Gouvernement suisse met à disposition un réseau de télécommunications efficace, grâce auquel ses représentants diplomatiques en Inde, au Bangladesh et au Pakistan transmettront d'une manière sûre et rapide, et avec la discrétion de rigueur, les questions, réponses et informations que lui remettront les Parties impliquées par l'accord.
2. Les représentants diplomatiques du Gouvernement suisse se tiendront eux-mêmes à disposition, après chacune des principales opérations de rapatriement, pour continuer à traiter et à élucider par des vérifications et des recherches effectuées sur le territoire des Parties en cause, les cas particuliers qui n'auraient pas reçu de solution, et pour aider à leur trouver un règlement satisfaisant; ils assumeront de cette manière les tâches qui, selon l'accord du 28 août 1973, incombent à la Suisse en tant que Puissance neutre appelée à prêter ses bons offices.
3. Le Gouvernement suisse se tient prêt à engager des spécialistes, selon les besoins qui pourront se présenter au cours de la première phase des opérations, ou après cette première phase:
  - soit pour renforcer les effectifs actuels de nos représentations dans les pays intéressés,
  - soit pour former des équipes mobiles, affectées à des tâches spéciales.

Extrait du procès-verbal:

- EPD 6 pour exécution
- FZD 9 pour connaissance
- VED 5 " "
- EFK 2 " "
- Fin.Del.2" "

Pour extrait conforme:

Le secrétaire,

*SAMUANT*



EIDGENÖSSISCHES POLITISCHES DEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL  
 DIPARTIMENTO POLITICO FEDERALE

o.285 - DL/fd

Berne, le 27 septembre 1973

URGENT

Distribuée

Au Conseil fédéral

La Suisse et l'exécution  
 de l'accord de Delhi

1. L'accord qui a été signé à Delhi le 28 août 1973 entre l'Inde et le Pakistan en vue de régler certaines séquelles de la guerre de décembre 1971, mentionne expressément le Gouvernement suisse comme **un rouage important**. L'article 3, chiffre 9, de cet accord confie en effet à la Suisse le soin de faciliter les opérations de rapatriement et d'échange de populations prévus entre le Pakistan, l'Inde et le Bangladesh. Aussitôt, les Gouvernements de Dacca et d'Islamabad s'adressaient officiellement à la Suisse pour lui demander son concours. Quant à celui de Delhi, il faisait connaître son désir de voir la Suisse se charger d'une tâche de coordination.
2. Le Département politique a alors envoyé sur place le délégué du Conseil fédéral aux missions de secours en cas de catastrophe à l'étranger, M. A. Bill, ainsi que son adjoint, M. O. Burkhardt, afin d'étudier dans quelle mesure la Suisse pouvait donner suite à cette requête. Les deux envoyés ont accompli leur mission du 11 au 21 septembre. Ils ont pris tous les contacts nécessaires avec les représentants des Ministères des affaires étrangères de Delhi, de Dacca et d'Islamabad, ainsi qu'avec les représentants des diverses délégations que le CICR entretient dans le subcontinent indien depuis bientôt deux ans.

./.

3. Les principales tâches qui découlent de l'accord de Delhi sont les suivantes (les chiffres indiqués ci-dessous ont une valeur approximative):

En Inde: 90 000 Pakistanais (73 000 prisonniers de guerre et 17 000 civils) à rapatrier au Pakistan; de plus, il reste à statuer sur le sort de 195 "criminels de guerre".

Au Pakistan: 193 000 Bengalis réclamés par le Bangladesh (dont 51 000 soldats avec leur famille et 46 000 anciens fonctionnaires, ressortissants de l'ex-Pakistan oriental).

Au Bangladesh: 276 000 "non nationaux" à transporter au Pakistan (260 000 Biharis et 16 000 Pakistanais, chiffres indiqués par le Gouvernement de Dacca, mais les estimations du CICR et du HCR\*) font état de 650 à 700 000 Biharis et 15 000 Pakistanais). Le Pakistan s'est déclaré d'accord d'accueillir une partie de cette population, et a articulé un premier chiffre de 60 000 personnes.

4. Devant des tâches d'une ampleur aussi considérable, le Département politique, en accord avec le CICR, et compte tenu du fait que le HCR a pris la responsabilité d'assurer les transports de personnes entre le Bangladesh et le Pakistan, préconise la délimitation des compétences suivante:

Suisse: mise à disposition d'un réseau de télécommunications fonctionnant en vue des opérations de rapatriement entre les pays intéressés d'une part, et la Suisse d'autre part; mise à disposition de nos services diplomatiques pour le règlement des cas qui n'auraient pas encore été résolus après l'exécution des grandes opérations d'échange de populations; contrôle général de ces opérations.

---

\*) Haut-Commissariat des Nations Unies  
pour les réfugiés

- 3 -

CICR: travail sur le terrain et préparation pratique des opérations de rapatriement (collection des listes, vaccinations, etc.); exécution des tâches Croix-Rouge conventionnelles.

ONU (HCR): transport entre le Bangladesh et le Pakistan, par voie aérienne, éventuellement par voie maritime; par la suite, éventuellement, collaboration et participation financière aux tâches de réhabilitation.

Les trois Etats intéressés: transport à l'intérieur des territoires respectifs; organisation de l'entrée et de la sortie des personnes déplacées; réhabilitation et réintégration.

5. Lors de chacune des grandes opérations de rapatriement ou d'échange, l'action de la Suisse comportera deux phases:

Première phase (pendant le déroulement de chaque opération): renforcement du réseau de transmissions Delhi-Dacca-Islamabad-Berne; offre des bons offices de la Suisse pour le règlement de cas particuliers difficiles à résoudre; constitution à Berne d'une réserve de personnel prête à être engagée après le terme de l'opération ou, s'il le faut, immédiatement.

Deuxième phase (après le déroulement de chaque opération): adaptation du dispositif au gré de l'évolution de la situation et des modifications des tâches à accomplir, et engagement, selon les besoins, d'autres moyens en personnel et en matériel.

Dans la première comme dans la deuxième phase, nos représentations devront assumer d'importantes tâches de contrôle et d'é-

./.

change d'informations.

Pour assumer ces tâches, la Suisse devrait se rendre disponible pour une période estimée à au moins six mois.

6. Il est difficile, au stade actuel, de chiffrer d'une manière précise les frais qui pourraient découler pour la Suisse de l'exécution de son mandat. Dans la mesure où les tâches assumées entrent dans le cadre des activités habituelles du service des intérêts étrangers, ces frais devraient être remboursés par les Gouvernements qui ont recours à nos bons offices. Delhi et Islamabad se sont déclarés prêts à prendre à leur charge les frais qui leur incomberaient en propre. Il semble difficile d'obtenir la même attitude du Gouvernement de Dacca, le Bangladesh passant actuellement par une très grave crise économique.

Par ailleurs, on peut prévoir que le CICR, qui va devoir renforcer ses effectifs, surtout au Bangladesh et au Pakistan, demandera à la Confédération une contribution spéciale, car le budget annuel de cinq millions de francs dont il dispose en cas d'action de grande envergure pour l'engagement à titre temporaire de personnel supplémentaire est déjà pratiquement épuisé.

7. Au vu de ce qui précède, le Département politique a l'honneur de

p r o p o s e r :

1. Dans le but de faciliter et harmoniser les opérations de rapatriement et d'échange de personnes prévues par l'accord de Delhi du 28 août 1973, le Gouvernement suisse met à disposition un réseau de télécommunications efficace, grâce auquel ses représentants diplomatiques en Inde, au Bangladesh et au

- 5 -

Pakistan transmettront d'une manière sûre et rapide, et avec la discrétion de rigueur, les questions, réponses et informations que lui remettront les Parties impliquées par l'accord.

2. Les représentants diplomatiques du Gouvernement suisse se tiendront eux-mêmes à disposition, après chacune des principales opérations de rapatriement, pour continuer à traiter et à élucider par des vérifications et des recherches effectuées sur le territoire des Parties en cause, les cas particuliers qui n'auraient pas reçu de solution, et pour aider à leur trouver un règlement satisfaisant; ils assumeront de cette manière les tâches qui, selon l'accord du 28 août 1973, incombent à la Suisse en tant que Puissance neutre appelée à prêter ses bons offices.
3. Le Gouvernement suisse se tient prêt à engager des spécialistes, selon les besoins qui pourront se présenter au cours de la première phase des opérations, ou après cette première phase:
  - soit pour renforcer les effectifs actuels de nos représentations dans les pays intéressés,
  - soit pour former des équipes mobiles, affectées à des tâches spéciales.

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Graber

./.

Annexe:

"Bericht über die Ergebnisse der Erkundungsmission, durchgeführt in Indien, Bangladesh und Pakistan in der Zeit vom 11. bis 21. September 1973"

1 rapport avec 5 annexes

Extrait du procès-verbal à:

- Département politique (25 exemplaires) pour exécution
- Chancellerie fédérale pour l'établissement des pleins pouvoirs

EIDGENÖSSISCHES POLITISCHES DEPARTEMENT

Der Delegierte des Bundesrates  
für Katastrophenhilfe im Ausland

Vertraulich

B e r i c h t

Über die Ergebnisse der Erkundungs-  
mission, durchgeführt in Indien,  
Bangladesh und Pakistan in der Zeit  
vom 11. bis 21. September 1973

---

Bern, den 22. September 1973



## I n h a l t s ü b e r s i c h t

		<u>Seite</u>
I	Auftrag	1
II	Grundlagen	2
III	Der zeitliche Ablauf der Mission und die Liste der wichtigsten kontaktierten Persönlichkeiten	3
IV	Feststellungen aufgrund der persönlichen Kontakte in den 3 Ländern	6
	1. Allgemeines	6
	2. Zahlenübersicht	8
	3. Die Auffassungen der 3 Länderregierungen	9
	4. Die Meinungen der schweizerischen diplomatischen Vertreter	14
V	Letzte Entwicklungen	16
VI	Folgerungen	17
	1. Leitsätze für ein Engagement der Schweiz	17
	2. Vorläufiger Verzicht der Schweiz auf "Feldeinsatz"	18
	3. Aufteilung der Hauptaufgabengebiete	19
	4. Phasenweiser Aufbau des Beitrages Schweiz	22
	5. Kontrolle der Entwicklung und Informationsaustausch	23
VII	Zusammenfassung und Anträge	24
	1. Von der Schweiz zu erbringende Beiträge	24
	2. Information	26
	3. Die von den Missionschefs vorgeschlagenen ersten personellen und materiellen Verstärkungen	26
	4. Einsatzreserve	27
	5. Koordinationsgruppen	27
VIII	Schlussbemerkungen	28
IX	Beilagen 1 - 5	

## I Auftrag

Der dem Berichterstatter vom Generalsekretär des Eidg. Politischen Departements am 6. September 1973 erteilte Auftrag legte fest, dass während einer möglichst umgehend durchzuführenden, ca 10 Tage dauernden Fact-Finding-Mission, in den drei Ländern des Indischen Subkontinentes, bei deren Regierungen, in Zusammenarbeit mit unseren diplomatischen Vertretungen und in Absprache mit den Vertretern des IKRK und der UNO (HCR) zuhanden des Schweizerischen Bundesrates abgeklärt werden sollte:

1. Welche konkreten Vorstellungen bei den betreffenden Regierungen bestehen über die Rolle und die Aufgaben, die der Schweiz als Schutzmacht oder Träger der guten Dienste im Rahmen der im Abkommen von New Delhi vom 28. August 1973 erwähnten Repatriierungs-Operationen für Kriegsgefangene, Zivilinternierte, von ihren Familien getrennte, Flüchtlinge, Ortsfremde und Härtefälle zufallen sollten?
2. Wie diese Aufgaben und Verpflichtungen der Schweiz mit jenen des IKRK und der UNO (HCR) abzugrenzen und zu koordinieren wären?
3. Und, in welchem Rahmen, Ausmass und auf welche Art die der Schweiz zugedachten Aufgaben durch sie und ihre Vertreter in den betreffenden Ländern übernommen und während der erforderlichen Dauer realisiert werden könnten?

Der Berichterstatter wurde ermächtigt, sich von einem Mitarbeiter, Otto Burkhardt, begleiten zu lassen, und bei der Durchführung dieser Mission alle erforderliche Hilfe der Schweizerischen Botschaften in den 3 Ländern Indien, Bangladesh und Pakistan in Anspruch zu nehmen.

II Grundlagen:

1. Das "Delhi Agreement"  
vom 28. August 1973 (Beilage 1)
2. Das "Aide Memoire"  
der Regierung von Bangladesh  
vom 31. August 1973 (Beilage 2)
3. Das "Aide Memoire"  
der Regierung von Pakistan  
vom 4. September 1973 (Beilage 3)
4. Das "Aide Memoire"  
der Regierung von Bangladesh  
vom 13. September 1973 (Beilage 4)
5. Das "Aide Memoire"  
der Regierung von Pakistan  
vom 19. September 1973 (Beilage 5)

### III Der zeitliche Ablauf der Mission und die Liste der wichtigsten kontaktierten Persönlichkeiten

#### 1. Vorbesprechungen:

Ueber das Wochenende vom 8./9. September 1973

- a) durch A. Bill in Trogen:  
mit Dr. Anwar Hossain, Member of the Bangladesh Atomic Commission;
- b) durch O. Burkhardt in Bern:  
mit Joseph Clerc, Freiburg, ehem. IKRK-Delegierter in Bangladesh und Pakistan;
- c) durch S. de Dardel in Genf:  
mit Jean Richard, vom IKRK und  
mit M. Homan-Herimberg, Vertreter HCR.

#### 2. Hinreise:

Mo. 10.9.: 18.00 Uhr Besprechung mit J. Richard, vom IKRK in Genf.  
18.25 Uhr Abflug. Unterwegs im selben SR-Flug erste Besprechung mit Botschafter Mallet, Islamabad.

#### 3. Indien:

Di. 11.9.: 14.30 Uhr Ankunft in New Delhi.  
abends: erste Besprechung mit Botschafter Real.

Mi. 12.9.: 09.30 Uhr Besprechung mit Dr. Malik, High Commissioner von Bangladesh in New Delhi.  
11.30 Uhr Besuch bei Hr. Chib, Joint-Secretary MAE  
16.30 Uhr Besprechung mit der Genfer IKRK-Delegation unter Führung der Herren Ott und Payot.

Do. 13.9.: 11.00 Uhr Besprechung mit den stellvertretenden High Commissioner von Bangladesh in Indien.

## 4. Bangladesh:

- Fr. 14.9.: 09.30 Uhr Begrüssung durch Mr. Morshed, General-Director Sub-Continent im MAE und Geschäftsträger Zogg auf dem Flugplatz.  
11.00 Uhr Besprechung mit Geschäftsträger Zogg.  
14.30 Uhr Besprechung im MAE mit Foreign Secretary Karim und Generaldirektor Morshed.  
15.30 Uhr Besprechung mit Mr. Kalik, Sekretär im Relief- und Rehabilitations-Ministerium.  
20.00 Uhr Arbeitsdinner mit Ambassadeur Lacoste (RF), Spezialbeauftragter von UNO-Generalsekretär Waldheim.
- Sa. 15.9.: 09.30 Uhr Besprechung mit dem Relief and Rehabilitation Minister, Sohrad Hossein.  
10.30 Uhr Besprechung mit Aussenminister Kamal Hossain.  
11.30 Uhr Besuch im Sozial-und Arbeits-Ministerium: Besprechung mit Direktor M. Hossain und Sekretär Zaman.  
12.30 Uhr Lunch im Gästehaus der Regierung. Gastgeber: Foreign Secretary Karim.  
nachmittags: Besprechung mit Geschäftsträger Zogg; abends: mit indischem Aerztehepaar Dr. Sahunja, Holy Family Hospital, Dacca.
- So. 16.9.: Besuch von 2 Internierten-Lagern bei Chittagong:  
- Lager Dogra (Pakistani)  
- Lager Sahadur Rahman (Bihari)  
16.30 Uhr 2. Besprechung mit Genfer IKRK-Delegation unter Führung der Herren Ott und Payot im Beisein von Herrn Courvoisier, IKRK-Delegation Bangladesh.
- Mo. 17.9.: 08.30 Uhr Besuch des Holy Family Hospital in Dacca.  
11.15 Uhr Rückflug nach Delhi.

- 5 -

## 5. Islamabad:

- Di. 18.9.: Flugreise Delhi-Islamabad.  
17.00 Uhr Besprechung mit Botschafter Mallet
- Mi. 19.9.: 09.00 Uhr Besprechung mit dem Generaldirektor für Südost-Asien des MAE in Pakistan, Abdul Sattar.  
16.30 Uhr Besprechung mit IKRK-Delegation Islamabad (Isler u. Mitarbeiter).
- Do. 20.9.: 10.00 Uhr Besprechung mit Generaldirektor MAE Selimuzzaman.  
13.00 Uhr Besprechung mit Foreign Secretary MAE Agha Shahi.  
14.30 Uhr Arbeitslunch mit Vertretern MAE. Gastgeber: Mr. Sattar.  
16.00 Uhr Schlussbesprechung mit Botschafter Mallet und Mitarbeitern  
18.35 Uhr Abflug nach Karachi.

## 5. Karachi:

- Do. 20.9.: 20.00 Uhr Besprechung mit Generalkonsul Wahl und Mitarbeiter Birchler, Generalkonsulat Karachi.

## 6. Bombay:

- Fr. 21.9.: 05.15 Weiterflug nach Bombay.  
vormittags: Berichtabfassung in Bombay.  
17.00 Uhr Schlussbesprechung mit Botschafter Real.  
19.00 Uhr Schlussbesprechung mit Genfer-IKRC-Delegation.  
21.45 Uhr Abflug ab Bombay Richtung Schweiz zusammen mit Genfer IKRC-Delegation.

#### IV Feststellungen aufgrund der persönlichen Kontakte in den 3 Ländern

---

##### 1. Allgemeines:

- a) In Indien und Pakistan ist bei den Regierungsvertretern eine Grundstimmung festzustellen, die erwarten lässt, dass die sich stellenden Organisationsaufgaben im Hinblick auf die Heimführungsoperationen realistisch überblickt und beherrscht werden. Im Falle von Bangladesh bietet sich ein weniger optimistisches Bild. Hier bestehen nicht nur in der grossen Zahl und Diversität der Zurückzuführenden die ernsthaftesten Probleme, sondern auch im offensichtlichen Mangel an Verwaltungskadern, die dieser Aufgabe auf allen Stufen gewachsen sein sollten, und in der grossen finanziellen und materialmässigen Beschränkung der Regierung von Bangladesh.

Bangladesh wird ohne Zweifel das "Sorgenkind Nr. 1" der ganzen Aktion sein.

- b) Im Beziehungsgefüge der 3 Länder zeichnen sich Änderungen und Tendenzen ab, die kurz wie folgt umschrieben werden können:
- Für Bangladesh: erscheint Indien nicht mehr als der "ganz grosse Freund" und Pakistan nicht mehr als der "ganz grosse Feind".
  - In Bangladesh scheint sich besonders unter den "Technikern" die Einsicht durchzusetzen, dass die 3 Länder des Indischen Subkontinentes sehr aufeinander angewiesen seien. Der Wunschtraum einer subkontinentalen Wirtschaftsgemeinschaft taucht auf.

- Nach den Kämpfen des Jahres 1971, die zu einem gegenüber Pakistan selbständigen Bangladesh geführt haben, sind nun Bestrebungen zu beachten, die die grössere Selbständigkeit auch gegenüber Indien anvisieren.
  
- c) Der im Wesen unruhige und beunruhigende Indische Subkontinent zeigt in Bangladesh zunehmende politische Gärungserscheinungen: Uebergriffe von terrorisierenden Banden, schwindender Einfluss der Regierung ausserhalb der Hauptstadt, so dass für die nähere Zukunft eine ungünstige Prognose bezüglich der Führungsstabilität des Landes gemacht werden muss.
  
- d) In allen 3 besuchten Ländern durfte festgestellt werden, dass die Schweiz sich eines besonderen Ansehens erfreut. Dies ist ohne Zweifel der geschickten und wirkungsvollen Vertretung der fremden Interessen und dem persönlichen intensiven Einsatz unserer Botschafter und ihrer Mitarbeiter zuzuschreiben. Dieses Ansehen der Schweiz gilt nicht nur bei den Regierungsstellen. So hat z.B. ein pakistanischer Offizier, Mitpassagier auf dem Flug von Islamabad nach Karachi, hohe Worte der Anerkennung für die guten Dienste der Schweiz gefunden, ohne zu wissen, zu wem er sprach.



## 2. Zahlenübersicht:

Es befinden sich:

In Pakistan:

In Indien:

In Bangladesh:

<p>193'000 Bengalis<sup>1)</sup></p> <p>(51'000 Mil.pers. mit Angehörigen</p> <p>46'000 ehem. Beamte m. Angehörigen</p> <p>96'000 Andere)</p>	<p>90'000 Pakistanis</p> <p>(73'000 Kriegsgefangene</p> <p>17'000 Familienangehörige)</p> <p>195 "Kriegsverbrecher"</p>	<p>276'000 "Non locals"<sup>2)</sup></p> <p>(260'000 Biharis</p> <p>16'000 Pakistanis)</p>
---	---	--

1) Nach Ministerpräsident Mujibur Rahman 400'000;  
nach Zählungen des IKRK 155'000 - 160'000.

2) Schätzung IKRK / HCR: 665'000 - 715'000  
(650'000 - 700'000 Biharis und 15'000 Pakistanis)  
Schätzung der pakistanischen Regierung: ? Biharis,  
30'000 Pakistanis.

## 3. Die Auffassungen der 3 Länderregierungen:

## a) Indien

Referenz:

Erstellt den Zeitplan für alle Repatriierungen in Zusammenarbeit mit den Regierungen von Bangla Desh und Pakistan sowohl

- für Bengalis aus Pakistan nach Bangladesh
- wie "Non-locals" aus Bangladesh nach Pakistan und
- Pakistanis aus Indien nach Pakistan.

Abkommen von Delhi vom 28. August 1973 Art. 3, Abschnitt iii (8)

Ist bereit, die auf seinem Territorium und in seinem Gewahrsam befindlichen 73'000 pakistanischen Militärpersonen und 17'000 Zivilinternierten aukzessive nach Pakistan heimzuschaffen, indem pro Tag 940 Personen (1 Eisenbahnzug) an der Uebergabestelle Atari / Wozok den pakistanischen Behörden übergeben werden (Indien braucht UN-Transportorganisation nicht zu beanspruchen), sobald der simultane Beginn aller Rückführungstransporte (von Pakistan nach Bangladesh und von Bangladesh nach Pakistan sichersteht.

Abkommen von Delhi vom 28. August 1973 Art.3, Abschn. ii (2)

Aussage Mr. Chib vom 12.9.73  
MEA

Ausnahme: 195 "Kriegsverbrecher" (siehe Abk. von Delhi, 28.8.73, Art. 3/i)

Wünscht von der schweizerischen Regierung, bzw. den schweizerischen diplomatischen Vertretungen, die Sicherstellung der Uebermittlung auf raschestem Wege zwischen Delhi und Islamabad und umgekehrt für Meldungen

Abkommen von Delhi vom 28. August 1973 Art. 3, Abschn. ix (9)

- im Zusammenhang mit den Aufgaben der Schutzmacht und im Rahmen der guten Dienste, die für die Abwicklung der Repatriierungen notwendig sind bezüglich der Untersuchung von Spezialfällen,

- 13 -

sowie die Ueberlassung aller Meldungen des Informationsaustausches zwischen Dacca und Islamabad und umgekehrt, um die Abwicklung der Operationen überwachend und die Koordination ermöglichen zu können.

Abkommen von Delhi  
vom 28. August 1973  
Art. 3, Abschn. iii (8)

Besprechungen mit  
Botschafter Real  
vom 11./12. + 21.9.73

Unterstützt das IKRK in der Erfüllung seiner traditionellen Aufgaben gemäss III und IV Genfer Konvention.

Ott/Payot (IKRK)  
12.9.73 (New Delhi)

Abkommen von Delhi  
vom 28. August 1973  
Art. 3, Abschn. viii(8),  
ix (9) und x (10).

## b) Bangladesh

Wünscht von der Schweizerischen Regierung (bzw. den diplomatischen Vertretungen) die Uebermittlung sämtlicher Informationen auf raschestem Wege, auf Regierungsebene, zwischen Dacca und Islamabad und umgekehrt, bzw. zwischen Dacca und Delhi und umgekehrt, sowie die Uebermittlung von Informationen, Anfragen und Antworten

- im Zusammenhang mit den Repatriierungen für die nach Abschluss der 1. Repatriierungsphase innerhalb der betreffenden Kategorien noch ungelösten Fälle
- für die nach Abschluss aller offiziellen Repatriierungen immer noch hängigen aussergewöhnlichen Sonderfälle ("late comers, lost cases").

Abkommen von Delhi  
vom 28. August 1973  
Art. 8, Abschn. viii (8)  
und ix (9)

Aussprachen in Dacca vom  
14./15.9.73 mit Minister  
for Foreign Affairs,  
Foreign Secy + General-  
direktor Sub-Continent.

Aide Memoire der  
Regierung von Bangladesh  
vom 31. August 1973

Wünscht, dass die diplomatischen Vertretungen der Schweiz nach Abschluss der Hauptphasen des Austausch sowohl in Pakistan, Indien wie in Bangladesh ungehinderten Zutritt zu allen

Aussprachen in Dacca vom  
14./15.9.73 mit Minister  
for Foreign Affairs,  
Foreign Secy + General-  
direktor Sub-Continent

- 11 -

Behörden, Institutionen und Personen haben sollen, um Rückfragen und Nachforschungen zur Erledigung von nicht auf befriedigende Weise gelösten Sonderfällen zu veranlassen, darüber Berichte an die andere Seite weiterzuleiten, als überparteiliche Appellationsinstanz für eine befriedigende Abwicklung der Austauschaktionen in Anspruch genommen werden können.

("this insurance of appeal being a moral guarantee for those left behind, and for the Government of Bangladesh the possibility to know that such cases can still be followed up").

Wünscht vom IKRK die Weiterführung der traditionellen Aufgaben im Sinne und Geist der Genfer Konventionen

- unter Verstärkung, falls nötig, der bereits im Lande tätigen Delegation(en), um fristgerecht, im Rahmen der Gesamtoperation, die Listen aufzustellen, übermitteln und verarbeiten zu können und die Arbeit des Suchdienstes (tracing agency) tunlichst zu fördern, sowie die Organisation des Sanitätsdienstes an Bord der Schiffe.

(Das IKRK hat bis zum 16.9.73 noch keine grundsätzliche, schriftliche Zusicherung der Regierung von Bangladesh erhalten, dass es seine Aufgaben in Bangladesh erfüllen könne).

Wünscht vom Hochkommissariat für Flüchtlingsfragen (HCR)

- die Organisation und Durchführung der Luft- und Seetransporte von den Exit- zu den Entry-Points
- die Stellung der notwendigen Transportkapazität und die Uebernahme der Transportkosten.

Aide Memoire der Regierung von Bangladesh vom 31.8.73

Aussprachen vom 14./15.9.73 mit MAE

Aide Memoire der Regierung von Bangladesh vom 31.8.73

Erklärungen von Ott/Payot vom 16.9. in Dacca + 21.9.73 in Bombay

Aussprachen vom 14./15.9.73 mit MAE + vom 15.9.73 mit Minister for Rehabilitation and Relief

- 12 -

Wird dem schweizerischen Geschäfts-  
träger in Dacca bis Montag, den 17.9.  
1973, durch das MAE eine schriftliche  
Zusammenstellung der mündlich vorge-  
tragenen Wünsche zur Weiterleitung an  
die Schweizerische Regierung vor-  
legen.

Zusicherung des  
Aussenministers  
vom 15.9.73

Zusätzlich hat das MAE von Bangla-  
desh den Wunsch zum Ausdruck ge-  
bracht, es möge von der Schweize-  
rischen Regierung geprüft werden, ob  
Feldequipen gebildet und eingesetzt  
werden könnten, die an Ort und  
Stelle selbst Nachforschungen und  
Erhebungen für die Klärung ungelöster  
Fälle durchführen könnten.

Aussprache vom  
14.9.73 mit Foreign  
Secretary und General-  
Direktor Sub-Continent.

#### c) Pakistan

Wünscht, dass die Schweiz auf Regie-  
rungsebene und durch ihre diplomati-  
schen Vertretungen in den 3 Ländern  
vorerst:

- die Koordination (diplomatic cover)  
in der Durchführung des Abkommens  
von Delhi vom 28.8.1973 ("policy  
coordinating function, coordination  
on the level of the Governments")  
übernehme
- und den Betrieb des Funk- und  
allgemeinen Nachrichtenübermitt-  
lungsdienstes sicherstelle, weiter-  
führe und ausbaue;

später:

- die Möglichkeit der Durchführung  
einer diplomatischen Konferenz  
zwischen den 3 beteiligten Ländern  
zwecks Beilegung der ungelösten  
Hauptfragen

in Erwägung ziehe, und sich darauf  
vorbereite, die eigentlichen Streit-  
punkte lösen zu helfen (keine genauen  
Präzisierungen), bei Schwierigkeiten  
zwischen den beteiligten Regierungen,

Aussprache mit  
Agha Shahi, Foreign  
Secretary, und Abdul  
Sattar, General-  
Direktor, vom 20.9.73

- 13 -

internationalen Organisationen, Institutionen, usw. vermittelnd zur Verfügung stehe, um die Heimschaffungsoperationen bis zuletzt möglichst reibungslos abwickeln zu helfen, einzelne Sonderfälle abzuklären, in Ausnahmefällen Nachforschungen und Erhebungen durchzuführen und darüber den Antrags- und Gesuchstellern Bericht zukommen lassen.

Wünscht das IKRK weiterhin mit der Feldarbeit im bisherigen Rahmen und gestützt auf die Genfer Konventionen zu betrauen.

von IKRK Ott/Payot  
am 21.9.73 in Bombay  
bestätigt

Wünscht vom Hochkommissariat für Flüchtlingsfragen (HCR), dass dieses die Organisation und die Durchführung der Luft- und Seetransporte von den Exit- zu den Entry-Points übernehme und ist

Aide Memoire des MAE  
Islamabad vom 4.9.73,  
Art. 4.

einverstanden, der Schweiz und ihren diplomatischen Vertretungen diejenigen Mandate zu übertragen, die von Indien und Bangladesh in Vorschlag gebracht werden, die Bearbeitung derjenigen Aufgaben anzuvertrauen, für die das IKRK und HCR keine befriedigenden Lösungen anbieten können oder konnten, falls damit eine Verbesserung der Lage und raschere Erledigung offener Fragen erreicht werden kann.

Abkommen von Delhi  
vom 28.8.1973, Art. 3,  
Abschn. ix (9).

Aussprache mit MAE  
von Bangladesh vom  
14./15.9.73

4. Die Meinungen der schweizerischen diplomatischen Vertretungen:

a) in Indien

Die Indische Regierung ist an einer korrekten Abwicklung des Abkommens von Delhi interessiert, um die in den kommenden zukünftigen Verhandlungen anzustrebende weitere Entspannung auf dem Subkontinent tunlichst realisieren zu können.

Die Freilassung von bloss 940 Pakistanis pro Tag entspricht kaum dem maximalen logistischen Leistungsvermögen der indischen Bahnen. Indien wird je nach dem Stand und dem Verlauf der Austauschoperationen zwischen Pakistan und Bangladesh bald mehr und bald weniger Pakistanis entlassen wollen, um damit einen steuernden Einfluss aufrechterhalten zu können.

Um koordinieren und planen zu können, muss die Indische Regierung in den Besitz aller Informationen gelangen, die dafür aus den beiden andern Ländern verfügbar gemacht werden können (z.B. Kopien des Informationsaustausches zwischen Dacca und Islamabad).

b) in Bangladesh

Die Regierung von Bangladesh verrät in ihren Vorstellungen, Wünschen und Auffassungen zum Teil Unsicherheit und mangelnde Gründlichkeit, versucht aber gleich-

zeitig durch subtiles Vorgehen bei verschiedenen Partnern für sich möglichst günstige Ergebnisse herauszuholen, die dann nur mit Schwierigkeiten honorierbar sind.

Die zuständigen Ministerien verfügen anscheinend noch nicht über genügend leistungsfähige Strukturen für die Lösung der bei der Durchführung des Abkommens von Delhi in eigener Verantwortung zu bearbeitenden Sachfragen.

Es empfiehlt sich, zur Vermeidung von Missverständnissen und nachträglicher Fehlinterpretationen auf schriftlicher Bestätigung jeweils mündlich vorgetragener Wünsche und Anfragen von Bangladesh zu bestehen.

Bangladesh will trotz Ueberbevölkerung und schwieriger wirtschaftlicher Lage alle Bengalis aus Pakistan aufnehmen.

#### c) in Pakistan

Pakistan wird den übernommenen Verpflichtungen möglichst genau nachzukommen trachten.

In der 1. Phase der Rückführungen und Heimschaffungen hofft Pakistan die Kriegsgefangenen und Zivilinternierten aus Indien und 30'000 pakistanische Bürger westpakistanischer Herkunft aus Bangladesh freizubekommen. Es ist bereit, alle ausreisewilligen Bengalis, im Rahmen der zur Verfügung stehenden Transportkapazitäten, sukzessive aus Pakistan zu entlassen.

Pakistan drängt auf möglichst frühzeitige Benachrichtigung im Falle etwaiger Verzögerungen auf der Gegenseite und Abgabe entsprechender Begründungen.



V Letzte Entwicklungen

1. Ab 28. August 1973 stand für je einen Tagesflug von Karachi nach Dacca (Repatriierung von Bengalis), bzw. von Katmandu nach Karachi (für Pakistanis / Biharis, die aus Bangladesh nach Nepal geflüchtet waren) ein UNO-Charterflugzeug im Einsatz.
2. Ab 19. September 1973 ist diese Luftbrücke vorübergehend durch zwei Tagesflüge Dacca - Lahore und umgekehrt ersetzt worden. Sobald als möglich wird zwischen Lahore und Dacca ein zweites UNO-Charterflugzeug in Betrieb genommen werden.
3. Pakistan gibt auf Wunsch von Bangladesh gegenwärtig der Heimschaffung von bengalischem Militärpersonal und führenden Staatsbeamten (Kader) Priorität und empfängt dafür vor allem pakistanische Staatsbürger aus Dogra (Chittagong) und Kilocamp (Dacca).
4. Pakistan ist darüber enttäuscht, dass die Rückführung der pakistanischen Kriegsgefangenen und Zivilinternierten aus Indien nicht ebenfalls am 19. September begonnen hat, nachdem die drei Länderregierungen den gleichzeitigen Beginn der sog. "Dreiweg-Operationen" vereinbart hatten.
5. Das HCR gibt aus verschiedenen Gründen (Kosten, Anlauf, Kontroll\* usw.) bis auf weiteres dem Lufttransport zwischen Bangladesh und Pakistan gegenüber dem Schiffsweg den Vorzug.
6. Die Zahl der nicht heimkehrwilligen Bengalis steigt an.
7. Die Regierung von Bangladesh erklärt sich ausserstande, für die Wiedereingliederung ihrer heimgeschafften Bürger ins Gewicht fallende Mittel aufzubringen.

8. Für die Durchführung der Heimschaffungen wird mit rund 6 Monaten gerechnet.
9. Bis zum 21. September 1973 hatte sich das IKRK auf dem Indischen Subkontinent total mit 39 Delegierten engagiert, davon
  - 9 in Indien
  - 18 in Bangladesh
  - 12 in Pakistan.

Dazu kommen ca 125 lokal angestellte Helfer auf dem ganzen Subkontinent. Der Personalbestand soll demnächst erhöht werden.

## VI Folgerungen

### 1. Leitsätze für ein Engagement der Schweiz:

Der Beitrag der Schweiz im Zusammenhang mit den nunmehr bereits ausgelösten Repatriierungs-Operationen sollte unseres Erachtens den folgenden Leitsätzen Rechnung tragen:

- a) Er muss dem Sinn und Inhalt des Abkommens vom 28.8.73 entsprechen;
- b) Er hat die effektiven Wünsche der im Abkommen erwähnten Länderregierungen weitgehend zu berücksichtigen.
- c) Er ist den tatsächlichen personellen, materiellen und finanziellen Möglichkeiten der Schweiz anzupassen.
- d) Er sollte so initiiert werden, dass er wohl ausge-

- baut, erweitert und eventuell modifiziert, aber in Wirksamkeit und Umfang vor Ablauf der Aktionen nicht abgebaut werden muss.
- e) Er muss sich in das System der Hilfeleistungen und Beiträge der anderen Organisationen wie IKRK und UNO (HCR) integrieren und Doppelbearbeitungen vermeiden.
  - f) Er sollte sich auf klar definierbare Teilaufgaben der Austausch-Operationen beziehen und zwar aus Gründen der Rationalisierung, der Koordination und der erforderlichen Spezialisierung, wenn möglich in allen Ländern auf dieselben Tätigkeiten und Verantwortungsgebiete.
  - g) Er sollte wenn möglich auf den bereits bestehenden schweizerischen Vertretungs-Strukturen aufgebaut werden.
  - h) Er müsste während der Dauer von mindestens 6 Monaten geleistet werden können.

## 2. Der vorläufige Verzicht der Schweiz auf "Feldeinsatz":

Die Erkundungsmission ist in Gedanken angetreten worden, der Schweiz bei entsprechenden Begehren neben dem "diplomatic cover", neben den Verpflichtungen im Verbindungswesen und einzelnen Spezialaufgaben auch ein grösseres Arbeits- und Verantwortungsgebiet in der eigentlichen "Feldarbeit", d.h. in den Lagern und bei den technischen Vorbereitungen der Transporte zu erschliessen.

Es zeigte sich aber sehr bald und mit aller Deutlichkeit, dass im jetzigen Zeitpunkt und in der jetzigen Lage ein Einstieg der Schweiz in die "Feldarbeit" zu Friktionen mit dem IKRK und zu Konfusionen bei den Länderregierungen führen würde. Zudem war die Uebernahme der Transporte inzwischen vom HCR zugesichert worden.

Die Feldarbeit wäre ja besonders in Bangladesh noch am

ehesten denkbar und auch erforderlich gewesen. Aber gerade dort, in Konkurrenz mit dem IKRK und als Partner einer wenig verlässlichen und wenig leistungsfähigen Regierungs-Administration wären improvisiert eingesetzte Feldspezialisten der Schweiz (z.B. noch nicht voll ausgebildete und genügend vorbereitete Angehörige des im Aufbau begriffenen Freiwilligen-Korps) rasch in Gefahr geraten, versagen zu müssen und damit zu jenen "Sündenböcken" zu zählen, nach denen möglicherweise jetzt schon Ausschau gehalten wird.

Die Wirkungsmöglichkeiten der Schweiz, in den anderen unter Punkt VI/3 beschriebenen Aufgabengebieten könnten durch ein zwangsläufig fast voraussehbares Versagen in der Feldarbeit von Bangladesh sehr beeinträchtigt werden.

Aus Ueberlegung und in Uebereinstimmung mit allen Missionschefs der 3 besuchten Länder schlagen wir deshalb vor, die Schweiz möge sich vorläufig auf die unter Punkt VI/3a und VII/1a, b, c beschriebenen Aufgaben beschränken. Dabei soll für eine spätere Phase unter Umständen die Uebernahme bestimmter grösserer "Felddienst"-Aufgaben durch die Schweiz nicht ganz auszuschliessen sein. Ein solcher gezielter Einsatz müsste aber sehr gut vorbereitet werden.

### 3. Aufteilung der Hauptaufgabengebiete:

Die Erhebungen an Ort und Stelle und die Absprachen unter den Hauptvertretern des IKRK und der UNO haben eindeutig die dringend erforderliche Aufteilung und klare Abgrenzung der Aufgabengebiete erkennen lassen. Eine solche Abgrenzung liegt nicht nur im Interesse des

rationellen und koordinierbaren Einsatzes, sondern ganz besonders auch im Interesse der "Kunden", d.h. der Beitragsempfänger aller Stufen, die nunmehr eine eindeutige "Adresse" für die bestimmten Aufgabengebiete kennen. Dieses absolute Erfordernis hat es angezeigt erscheinen lassen, die Vorstellungen z.B. der Regierungsvertreter von Bangladesh diesbezüglich zu klären. Das MAE von Bangladesh stellte sich vor, Schweizer Regierungsvertreter könnten neben den IKRK-Vertretern ebenfalls "Felddienstarbeit" (Aufstellen von Listen, Lagerbesuche, usw.) übernehmen. Das MAE von Bangladesh hatte Verständnis für unsere Bedenken gegenüber einem derart gleichzeitigen Einsatz auf demselben Gebiet. Es bezeichnete indessen die von uns skizzierten und unter Punkt VII/ la + b näher beschriebenen Möglichkeiten eines realistischen Einsatzes der Schweiz als "Minimal-Programm", das später eventuell zu erweitern wäre. Die Vertreter des MAE von Pakistan stellten Übereinstimmung zwischen unseren und ihren Ansichten über Aufgabenteilungen fest, stellten indessen in Aussicht, dass der Schweiz auf politischem Gebiet in Zukunft möglicherweise noch bedeutsamere Aufgaben anvertraut werden könnten. (Man dachte hier offensichtlich an die Vermittlungen, die sich im Falle der 195 in Indien zurückbehaltenen Kriegsgefangenen ergeben könnten, falls sie doch vor Kriegsgericht gestellt werden sollten.)

Im Uebrigen werden die Vorteile einer klaren Aufgabenabgrenzung überall eingesehen und z.T. sehr lebhaft begrüsst. Dies kam auch bei den wiederholten Besprechungen mit hohen IKRK-Vertretern deutlich zum Ausdruck. Diese Gespräche mit den IKRK-Chefdelegierten lassen auf eine konstruktive und gute Zusammenarbeit hoffen. Nachdem die UNO (HCR) sich schon frühzeitig dahin ausgesprochen

hatte, sich der Transport-Probleme von Land zu Land anzunehmen, drängte sich unter Berücksichtigung aller vorerwähnten Ueberlegungen die folgenden grundsätzlichen Aufgaben-Zuteilungen und -Abgrenzungen auf:

a) Schweiz:

- Stellen und Betreiben des neutralen Uebermittlungsnetzes zwischen den an den Repatriierungsoperationen beteiligten Ländern und der Schweiz.
- Appellations-Instanz nach Abschluss der einzelnen grossen Austauschoperationen für einzelne nicht befriedigend gelöste Sonderfälle.
- Generelle Ueberwachung (diplomatic cover).

b) IKRK:

- Feldarbeit im Zusammenhang mit der praktischen Vorbereitung der Austauschoperationen: Aufnahme der Listen, Veranlassen der Impfungen, usw.
- Konventionelle Aufgaben.

c) UNO (HCR):

- Transporte von Land zu Land: auf dem Luftweg; später eventuell auch auf dem Seeweg.
- Vielleicht später auch Mitwirkung bei den Aufgaben der Rehabilitation (Mitfinanzierung).

d) 3 Landesregierungen:

- die innen zufallender Inland-Transporte.
- Exit- und Entry-Organisationen.
- Reintegration und Rehabilitation.

#### 4. Phasenweiser Aufbau des Beitrages Schweiz:

In Anwendung besonders der Leitsätze 1/b, d und e ist es ratsam, den Aufbau und das Engagement eines schweizerischen Beitrages in einzelnen Phasen vorzunehmen. Dies würde erlauben, eigene Erfahrungen auszuwerten und den nächsten Phasenbeitrag der eventuell veränderten Lage anzupassen.

Die 2 Anfangsphasen eines derartigen pragmatischen Vorgehens:

##### a) Erste Phase (vom Beginn bis zum Abschluss der ersten grösseren Repatriierungsaktionen)

- Personelle und materielle Verstärkung des bestehenden Funkverbindungs-Netzes zu einem leistungsfähigen Uebermittlungsnetz: New Delhi - Dacca - Islamabad - Bern.
- Unmittelbar nach Abschluss der ersten grösseren Austauschaktion stellen sich die schweizerischen diplomatischen Vertretungen als Appellations-Instanz zur Verfügung, um nicht auf befriedigende Weise gelöste einzelne Sonderfälle einer weiteren Behandlung und Abklärung zuzuführen.
- Bereitstellung einer Einsatzreserve in Bern, die allenfalls bereits während der ersten Phase oder unmittelbar danach für die eine oder andere oder beide der vorerwähnten Aufgaben vorzusehen ist.

##### b) Zweite Phase

- Anpassung des personellen und materiellen Dispositivs an die möglicherweise veränderte Lage und veränderte oder neue Aufgaben.
- Möglichkeiten solcher Veränderungen (als Beispiele):
  - Ausfall des IKRK z.B. in Bangladesh. Bereitstellung einer schweizerischen Equipe zur allfälligen Uebernahme der "Feldarbeit" (dazu könnten Angehörige des Schweiz. Freiwilligen-Korps zu einem späteren Zeitpunkt einberufen werden).

- 23 -

ren Zeitpunkt in Frage kommen).

- Starke Zunahme der in Phase 1 beschriebenen Aufgaben: Entsprechende personelle und materielle Verstärkungen unserer Botschaften.

In diesem Zusammenhang eventuell Einsatz der eigentlichen "Einsatz-Reserve" z.B. zur Klärung mehrerer wichtiger Sonderfälle an Ort und Stelle.

- Neue Aufträge auf diplomatischem Gebiet z.B. von der Regierung von Pakistan im Zusammenhang mit der weiteren Behandlung der 195 Kriegsgefangenen mit Gerichtsandrohung.

#### 5. Kontrolle der Entwicklung und Informationsaustausch:

Die voraussichtlich mehrere Monate dauernden Austauschoperationen müssen in ihren Entwicklungsphasen durch die Vertreter der wichtigsten Aktions- und Informationsträger verfolgt, aufeinander abgestimmt und der jeweiligen Lage angepasst gesteuert werden.

Ad hoc gebildete Koordinations-Gruppen sollten sich deshalb, ohne neue Instanzenwege zu schaffen, nach Bedarf auf den wichtigsten Verantwortungsebenen und -Sektoren dem kontinuierlichen Informationsaustausch und den sich in der Folge ergebenden Steuerungsaufgaben annehmen.

Die verschiedenen Koordinations-Gruppen sollten sich indessen lediglich mit jenen Informationen und Problemen befassen,

- die einem "need to know" für alle Partner entsprechen,
- ohne deren Kenntnis die Wirksamkeit der Bemühungen der einzelnen Partner in Frage gestellt wäre.

Als Verantwortungs-Ebenen und -Sektoren, auf denen derartige Gruppen eingesetzt werden könnten, kämen in Frage:



- 24 -

## a) Oberste diplomatische Ebene:

"Runder Tisch" in Bern

- Vertreter EPD
- Genfer IKRK-Delegierte
- UNO (HCR)-Vertreter

## b) Mittlere Ebene:

Subkontinentale "Koordinations-Konferenz" in New Delhi

- Vertreter Schweiz  
(die 3 Missionschefs mit Vorsitz Botschafter Real)
- Vertreter IKRK-Chefdelegierter Ind. Subkontinent  
oder IKRK-Ländervertreter
- Vertreter HCR

## c) Länder-Ebene:

- Schweizerischer Missionschef
- Vertreter der betreffenden Regierung
- IKRK-Chefdelegierter
- eventuell UNO (HCR)-Vertreter

VII Zusammenfassung und Anträge

## 1. Von der Schweiz zu erbringende Beiträge:

Aufgrund der Auswertungen der Fact-Finding-Mission auf dem Indischen Subkontinent wird eine erste Phase der Repatriierungsoperationen vorgeschlagen:

- a) Die Schweizerische Regierung stellt ein leistungsfähiges Uebermittlungsnetz bereit auf dem ihre diplomatischen Vertreter in Indien, Bangladesh und Pakistan die ihnen zuhanden der anderen Partner des Abkommens von New Delhi vom 28. August 1973 übergebenen Fragen, Antworten und Informationen auf zuverlässige und schnellste Art unter Beachtung der erforderlichen Geheimhaltung übermitteln, um auf diese Weise die Durchführung der im Abkommen vorgesehenen Austauschoperationen zu erleichtern und zu harmonisieren.
- b) Die diplomatischen Vertreter der Schweizerischen Regierung halten sich bereit, um nach Abschluss der jeweiligen Haupt-Repatriierungsoperationen durch Rückfragen und Nachforschungen auf der Gegenseite bisher nicht auf befriedigende Weise gelöste Sonderfälle bei den zuständigen Instanzen zu einer weiteren Behandlung und Abklärung zu führen, ihre befriedigende Erledigung zu fördern und so als überparteiliche Appellations-Instanz im Sinne der zur Verfügung gestellten guten Dienste die Aufgaben wahrzunehmen, die der Schweiz gemäss dem Abkommen vom 28. August 1973 zufallen.
- c) Die Schweiz hält sich bereit, um im Laufe der ersten Phase oder nach Abschluss derselben bei entsprechendem Bedarf eine Reserve von geeigneten Spezialisten einzusetzen, um
  - entweder die in den Ländern bestehenden schweizerischen Strukturen zu verstärken,
  - oder Spezialistengruppen als mobile Teams für Sonderaufgaben einzusetzen.

VIII Schlussbemerkungen

Die Zehntage-Mission mit ihrem anspruchsvollen Reiseprogramm ist uns in sehr erheblichem Masse erleichtert worden durch die Unterstützung und die Informationen, die wir bei unseren Botschaften und ihren Konsulaten erhalten haben.

Durch den Umstand, dass gleichzeitig eine Genfer-IKRC-Delegation eine Informationsreise in denselben Gebieten durchführte, wurde es möglich, dreimal gemeinsame Aussprachen zu organisieren. Dies hat die Chancen und das Klima für eine gute Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und dem IKRC im humanitären Einsatz auf dem Indischen Subkontinent günstig beeinflusst.

Der Berichterstatter dankt abschliessend für die Uebersetzung dieser hochinteressanten Abklärungsmission und hält sich mit seinem Mitarbeiter, Otto Burkhardt, jederzeit für die Erteilung ergänzender Auskünfte bereit.

  
Arthur Bill

Beilage 1DELHI AGREEMENT

(August 28, 1973)

1. The Special Representative of the Prime Minister of India, Shri P.N. Haksar, and the Pakistan Minister of State for Defence and Foreign Affairs, His Excellency Mr. Aziz Ahmed, held talks in Rawalpindi from July 24 to July 31, 1973 and in New Delhi from August 18 to August 28, 1973. Shri P.N. Haksar was assisted by Foreign Secretary, Shri Kewal Singh, Secretary to the Prime Minister, Shri P.N. Dhar, Joint Secretaries in the Ministry of External Affairs, Shri K.P.S. Menon, Shri A.S. Chib and Dr. S.P. Jagota, and Deputy Secretaries, Shri K.N. Bakshi and Shri Naresh Dayal. The Leader of the Pakistani Delegation was assisted by the Foreign Secretary, Mr. Agha Shahi, Director General in the Ministry of Foreign Affairs, Mr. Abdul Sattar and Directors, Mr. Abdul Waheed and Mr. Khalid Saleem. These talks were held in the context of solving the humanitarian problems set out in the Joint Indo-Bangladesh Declaration of April 17, 1973.

2. During the course of the talks both at Rawalpindi and at New Delhi, which were marked by mutual understanding, the delegations of India and Pakistan reviewed the progress so far made in the implementation of the Simla Agreement since they met last in New Delhi in August 1972. The Special Representatives reaffirmed the resolve of their respective Governments expressed in the Simla Agreement that "the two countries put an end to the conflict and confrontation that have hitherto marred their relations and work for the promotion of a friendly and harmonious relationship and the establishment of durable peace in the sub-continent".

- 2 -

In this connection the Special Representatives were confident that the repatriation of prisoners of war and nationals of Bangladesh and Pakistan will generate an atmosphere of reconciliation and thus contribute to the building of a structure of durable peace in the sub-continent.

3. Desirous of solving the humanitarian problems resulting from the conflict of 1971 and this enabling the vast majority of human beings referred to in the Joint Indo-Bangladesh Declaration to go to their respective countries, India and Pakistan have reached the following agreement:

- (i) The immediate implementation of the solution of these humanitarian problems is without prejudice to the respective positions of the parties concerned relating to the case of 195 prisoners of war referred to in clauses (vi) and (vii) of this paragraph;
- (ii) Subject to clause (i), repatriation of all Pakistani prisoners of war and civilian internees will commence with the utmost despatch as soon as logistic arrangements are completed and from a date to be settled by mutual agreement;
- (iii) Simultaneously, the repatriation of all Bengalees in Pakistan, and all Pakistanis in Bangladesh referred to in clause (v) below, to their respective countries will commence;
- (iv) In the matter of repatriation of all categories of persons the principle of simultaneity will be observed throughout as far as possible;
- (v) Without prejudice to the respective positions of Bangladesh and Pakistan on the question of non-Bengalees who are stated to have "opted for

repatriation to Pakistan", The Government of Pakistan, guided by considerations of humanity, agrees, initially, to receive a substantial number of such non-Bengalees from Bangladesh. It is further agreed that the Prime Ministers of Bangladesh and Pakistan or their designated representatives will thereafter meet to decide what additional number of persons who may wish to migrate to Pakistan may be permitted to do so. Bangladesh has made it clear that it will participate in such a meeting only on the basis of sovereign equality;

(vi) Bangladesh agrees that no trials of the 195 prisoners of war shall take place during the entire period of repatriation and that pending the settlement envisaged in clause (vii) below these prisoners of war shall remain in India;

(vii) On completion of repatriation of Pakistani prisoners of war and civilian internees in India, Bangalees in Pakistan and Pakistanis in Bangladesh referred to in clause (v) above, or earlier if they so agree, Bangladesh, India and Pakistan will discuss and settle the question of 195 prisoners of war. Bangladesh has made it clear that it can participate in such a meeting only on the basis of sovereign equality.

The Special Representatives are confident that the completion of repatriation provided for in this Agreement would make a signal contribution to the promotion of reconciliation in the sub-continent and create an atmosphere favourable

to a constructive outcome of the meeting of the three countries;

- (viii) The time schedule for the completion of repatriation of the Pakistani prisoners of war and civilian internees from India, the Bangalees from Pakistan, and the Pakistanis referred to in clause (v) above from Bangladesh, will be worked out by India in consultation with Bangladesh and Pakistan, as the case may be. The Government of India will make the logistic arrangements for the Pakistani prisoners of war and civilian internees who are to be repatriated to Pakistan. The Government of Pakistan will make logistic arrangements within its territory up to agreed points of exit for the repatriation of Bangladesh nationals to Bangladesh. The Government of Bangladesh will make necessary arrangements for the transport of these persons from such agreed points of exit to Bangladesh. The Government of Bangladesh will make logistic arrangements within its territory up to agreed points of exit for the movement of the Pakistanis referred to in clause (v) above who will go to Pakistan. The Government of Pakistan will make necessary arrangements for the transport of these persons from such agreed points of exit to Pakistan. In making logistic arrangements the Governments concerned may seek the assistance of international humanitarian organisations and others;

- (ix) For the purpose of facilitating the repatriation provided for in this Agreement, the representa-

- 5 -

tives of the Swiss Federal Government and any international humanitarian organisation entrusted with this task shall have unrestricted access at all times to Bangalees in Pakistan and to Pakistanis in Bangladesh referred to in clause (v) above. The Government of Bangladesh and the Government of Pakistan will provide all assistance and facilities to such representatives in this regard including facilities for adequate publicity for the benefit of the persons entitled to repatriation under this Agreement;

- (x) All persons to be repatriated in accordance with this Agreement will be treated with humanity and consideration.

4. The Government of India and the Government of Pakistan have concurred in this Agreement. The Special Representative of the Prime Minister of India, having consulted the Government of Bangladesh, has also conveyed the concurrence of Bangladesh Government in this Agreement.

DONE in New Delhi on August 28, 1973 in three originals, all of which are equally authentic.

(Aziz Ahmed)

Minister of State for Defence  
and Foreign Affairs,  
Government of Pakistan.

(P.N. Haksar)

Special Representative  
of the Prime Minister  
of India.



Beilage 2AIDE MEMOIRE

The Government of Bangladesh has concurred in the Agreement concluded between the Government of India and the Government of Pakistan in New Delhi on the 28th of August, 1973 providing for the simultaneous repatriation of Pakistani POWs and civilian internees, Bangalee nationals in Pakistan and Pakistanis in Bangladesh. Attention is invited, in particular to Article 3 (ix) of the Agreement which reads as follows:

"For the purpose of facilitating the repatriation provided for in this Agreement, the representatives of the Swiss Federal Government and any international humanitarian organisation entrusted with this task shall have unrestricted access at all times to Bangalees in Pakistan and to Pakistanis in Bangladesh referred to in clause (v) above. The Government of Bangladesh and the Government of Pakistan will provide all assistance and facilities to such representatives in this regard including facilities for adequate publicity for the benefit of the persons entitled to repatriation under this Agreement".

It is in this context that the Government of Bangladesh formally requests the Swiss Federal Government to kindly designate its representatives who would have access to the Bengalees in Pakistan and to request facilities for the designated representatives to have access to the Bengalee population wherever they may be in Pakistan. Steps may also be taken in consultation with the Pakistan authorities for adequate publicity for the repatriation arrangements to be worked out within the framework of the Agreement of 28 August 1973.

- 2 -

The Government of Bangladesh will, through the diplomatic channel, inform the Swiss Government of logistical arrangements for the return of Bangalees to Bangladesh as and when these are completed for each separate operation. The Government of Bangladesh will be obliged if the Swiss Federal Government will kindly agree to the designation of its representatives in Pakistan as well as to the use of its good offices for communications with Pakistan authorities in respect of the repatriation of the Bangalees and other connected matters.

Dacca

Dated: 31st August, 1973.

Beilage 3AIDE MEMOIRE

The Embassy of Switzerland transmits the following message, received through Swiss diplomatic channels, dated September 1, 1973 from the Ministry of Foreign Affairs of the Government of Pakistan:

Begins

"With reference to paragraph 3 of the New Delhi Agreement, the Government of Pakistan wishes to state the following:

- 1) Pakistan is in a position to begin to receive the prisoners of war and civilian internees.
- 2) Pakistan is in a position to make logistic arrangements for Bangladesh nationals up to agreed points of exit at short notice, Defence Forces personnel and Government employees for some of whom air transport arrangements could be made by Bangladesh, can be taken to exit points at a notice of 2 - 3 days.
- 3) ICRC, Dacca, has obtained applications of 25'143 persons in Bangladesh who claim to fall in categories of persons of former West Pakistan domicile, Central Government employees and divided families. Not all these applications have reached Islamabad but of those that have, 7'347 persons have already been certified eligible for repatriation. The Government of Pakistan can begin to receive them without delay.
- 4) The Government of Pakistan has approached the Secretary General of the United Nations for assistance in the transport of Pakistanis from points of exit

- 2 -

- in Bangladesh to Pakistan. It is presumed Bangladesh, too, has initiated action to arrange for the repatriation of Bangladesh nationals from exit points in Pakistan.
- 5) The UNHCR has arranged facilities for air-lift of 5'000 Bengalees from Pakistan. It is understood also to have authority for transport of 10'000 additional Bengalees from Pakistan. These facilities could be availed of by Bangladesh and Pakistan for commencement of repatriations under the Delhi Agreement.
- 6) The Government of Pakistan would like to know the documentation required by Bangladesh in respect of Bengalee Defence Forces personnel and civilians who are to be repatriated from Pakistan. It is suggested that documents issued by Government of Pakistan to Defence Forces personnel which have been used for repatriation of Defence Forces personnel on compassionate grounds, may be accepted for all Defence Forces personnel. For civilians, ICRC travel documents may be accepted by Pakistan and Bangladesh.
- 7) The Government of Pakistan has no objection to ICRC / Swiss Embassy providing to Bangladesh particulars of various categories of Bengalees in Pakistan on forms approved by Bangladesh Government. The Government of Bangladesh may likewise authorise Swiss Government / ICRC to obtain particulars of various categories of Pakistanis in Bangladesh on forms approved by the Government of Pakistan.
- II) Confirmation of the points raised in (4), (5), (6) and (7) is requested.

- 3 -

III) The Government of Pakistan would like to know the date on which the Government of India propose to commence the repatriation of the Pakistani prisoners of war and civilian internees. A copy of this Aide Memoire is being given to the Swiss Embassy in Islamabad for transmission to Dacca."

Ends

New Delhi, September 4, 1973.

Beilage 4AIDE MEMOIRE

The Foreign Secretary, Government of the People's Republic of Bangladesh handed over an Aide Memoire to the Swiss Chargé d'Affaires in Dacca on September 11, 1973, in reply to the 7 point Pakistan message dated September 1, 1973, concerning repatriation arrangements under para 3 of the Agreement of August 28, 1973. The High Commission for the People's Republic of Bangladesh, New Delhi, has been instructed to transmit the text of the above Aide Memoire to the Swiss Embassy in New Delhi and to request that it may please be sent by Wireless to the Swiss Embassy in Islamabad.

Begins

"On the 8th September the Swiss Embassy in Dacca presented an Aide Memoire conveying a message from Islamabad concerning repatriation arrangements under para 3 of the Agreement of 28th August, 1973. The Government of Bangladesh would like to state in reply as follows:

- 1) Bangladesh, on its part, has made arrangements to receive the Bangalees, in accordance with the Agreement signed in New Delhi on 28 August, 1973.
- 2) Bangladesh will be able to make logistic arrangements for Pakistanis in Bangladesh up to agreed points of exit at short notice. Those Pakistanis who can be transportet by air under arrangements made by Pakistan can be taken to exit points at a notice of 2 - 3 days.
- 3) The Government of Bangladesh notes that the ICRC

- 2 -

has been receiving applications from persons who claim to fall in categories of persons of former West Pakistan domicile, Central Government employees and divided families. The Government of Bangladesh is ready to repatriate all persons falling within these categories, on a priority basis. While the process of receiving and processing applications from persons in these categories is continuing, repatriation may commence on 18th September, 1973, as proposed by the Government of Pakistan.

- 4) Government of Bangladesh confirms that it has approached the Secretary General of the United Nations for logistic assistance for the repatriation of Bangalees from agreed points of exit in Pakistan. A definitive reply is being awaited.
- 5) The Government of Bangladesh concurs in the proposed arrangement requested by Pakistan, whereby Bangalee defence forces and civil service personnel could avail, on a priority basis, of the transport facility provided by the UNHCR for the repatriation of 5'000 Bangalees. The Government of Bangladesh has already conveyed its concurrence to the representative of the UNHCR in Dacca on 5th September.
- 6) In respect of the documentation for Bangalee defence forces personnel to be repatriated from Pakistan the Government of Bangladesh prefers, in the interest of uniformity, that ICRC travel documents may be issued to these persons as well as to the civilian Bangalees. Without prejudice to this position and in the interest of speedy repatriation, Government of Bangladesh is ready to accept, in respect of persons referred to in para 5 above, documentation similar to the documentation prepared for defence

- 3 -

forces personnel previously repatriated on "compassionate grounds".

- 7) The Government of Bangladesh, noting that Pakistan has no objections to ICRC / Swiss Embassy providing particulars of various categories of Bangalees in Pakistan in forms approved by Bangladesh Government, confirms that it has no objection to the Swiss Government / ICRC providing particulars of various categories of Pakistanis in Bangladesh on forms approved by the Government of Pakistan."

Ends

New Delhi,

Dated: September 13, 1973.



Ministry of Foreign Affairs  
Islamabad

Beilage 5

September 19, 1973

AIDE MEMOIRE

"Further to the reply sent by Mr. Agha Shahi, Foreign Secretary, Government of Pakistan, on 19 September to Mr. Kewal Singh, Foreign Secretary, Government of India, the following factual information may be of interest to the Government of India:

- (i) UNHCR, in agreement with Pakistan and Bangladesh, will divert the aeroplane at present being used for transporting Bengali civilians from Pakistan to Bangladesh, to the transport of Bengali defence and civil services personnel from Lahore to Dacca. In addition, UNHCR has chartered a second plane which has begun to operate with effect from September 19 between Lahore and Dacca.
- (ii) The list of 2'000 Bengali defence services personnel sent to Bangladesh on September 15 by hand of ICRC Delegate General, Mr. Jean Ott, was merely the first instalment. More such lists are being prepared and will be forwarded to Bangladesh sufficiently in advance of repatriation of the persons mentioned in those lists.
- (iii) The Government of Pakistan has decided to repatriate senior Bengali civil service personnel on a high priority basis. Those in Qaidrabad which is relatively close to Lahore will be sent first. Their names are being forwarded to Dacca via ICRC. They will be followed by those in Warsak. Those in Karachi will have to wait because of the disrupted rail communications between Karachi and Lahore.

- 2 -

- (iv) The Government of Pakistan has placed no limit on the number of Bengalis who might go by air. Provided the air transport remains available, repatriation between Pakistan and Bangladesh will continue.
- (v) UNHCR has indicated that the airlift between Pakistan and Bangladesh may continue until arrangements are made for sea transport.
- (vi) The Government of Pakistan has made logistic arrangements to ensure that UNHCR planes carry full loads of Bengalis of the priority categories to Bangladesh.
- (vii) The Government of Pakistan has so far received applications from 25'000 persons in Bangladesh who claim to be either of former West Pakistan domicile, Central Government officials and members of their families or members of divided families. Already ICRC has been authorised to issue travel documents to about 6'500 of these persons whose particulars have been verified. In addition, blanket approval has been given to 2'540 persons in Kilo and Dogra Camps and clearance for the remaining 16'000 applicants will also be given shortly, subject to the understanding that if any of the applicants are found, on verification, not to belong to the claimed category, they would be set off against the hardship category of 25'000. Such cases are, however, likely to be rare as ICRC exercised care in accepting applications in the various categories. This an adequate number of persons have been cleared for transport to Pakistan to ensure that the repatriation between Pakistan and Bangladesh continues without hiatus."
- \* \* \*

2. Since the above information may also be of interest to the Government of Bangladesh, you are requested to kindly transmit it also to Dacca.